

La Féodalité

Questions opportunes : Qu'est-ce que la féodalité et comment le traité de Maastricht a-t-il rétabli la féodalité.

La féodalité, c'était la réunion dans les mêmes mains du pouvoir politique et du pouvoir économique, ce qui permettait que tout se fasse selon le bon plaisir du Seigneur, du Baron, du Duc, du Prince ou du Roi. C'est aussi un état d'esprit : celui d'en haut possède tout, décide de tout selon son bon plaisir ; celui d'en bas se courbe, s'humilie jusqu'à terre, et tient pour un avantage de pouvoir encore ramper aux pieds de son maître. L'abolition de la féodalité redonnait à l'Homme une certaine dignité, une relation plus égalitaire. La séparation du pouvoir politique du pouvoir économique s'était faite en donnant la Primauté au pouvoir politique, ce qui revenait à mettre l'intérêt général de l'Homme avant les intérêts particuliers des tenants de l'économie.

Deux siècles plus tard, la société est totalement chamboulée. Si dans l'ancien régime le pouvoir économique, c'était la possession de la terre, aujourd'hui le pouvoir économique c'est la possession du capital financier. Malheureusement, dans les replis du traité de Maastricht, se cachait cette stipulation : « Toute restriction aux mouvements de capitaux et aux paiements, à la fois entre les Etats membres et entre les états membres et les tiers, est interdite (art. 56, ex art. 73B et suivants) ». Pouvait-on trouver une phrase plus explicite pour donner la Primauté à la Finance. Nous avons inversé l'ordre ; les intérêts particuliers des financiers priment l'intérêt général. Ce serait relativement sans gravité, si l'oligarchie financière était composée d'hommes parfaits. Hélas cette oligarchie a remplacé l'aristocratie en lui empruntant les mêmes tares, un égoïsme insolent, qui est pire que le bon vouloir du Roi ; lui, au moins, avait un visage !

Nous avons donc restauré la féodalité, celle des temps modernes. Quel pouvoir reste-t-il aux hommes politiques,

devenus les vassaux du pouvoir suprême. Ne soyons pas totalement désespérés, il lui reste la Démocratie. Si vidée de sens qu'on se croit obligé de lui coller des qualificatifs comme participative ou citoyenne pour lui redonner des couleurs, elle résiste et a encore cours. Théoriquement les citoyens électeurs peuvent inverser le cours des choses ; hélas, faudrait-il qu'ils aient la culture nécessaire, qu'ils connaissent les éléments qui composent notre vie sociétale. Tout est fait pour qu'on ne parle que du système politique, le système économique et le système financier étant tabous, ne relevant pas du domaine des citoyens ! La vie politique est réduite à un joute oratoire : à qui aura le mot magique qui fera tilt pour blouser l'électeur ! Dans une alliance Démocratie-Monétarisme, c'est le plus dictatorial qui mène la danse, le Monétarisme.

Pierre Bellenger

Pierre.Bellenger@wanadoo.fr